

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18298 - 71ÈME ANNÉE

20 ans après la première conférence de presse des communistes sur ce sujet

La COP21 confirme la justesse du combat du PCR pour le climat



Arnaud Bouissou - MEDDE / SG COP21

Depuis hier, la France accueille le plus grand rassemblement de chefs d'État jamais organisé. Le thème de la rencontre est la lutte contre le changement climatique. L'ampleur donnée par les dirigeants du monde à cette cause confirme la justesse de l'engagement du PCR dans cette voie depuis une vingtaine d'années. Les communistes ont eu raison de persister dans leur analyse. Les discours des chefs d'État qui se succèdent à la tribune de la COP21 montre qu'elle est aujourd'hui largement partagée.

La Conférence des parties de la Convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique, la COP, s'est ouverte hier au Bourget près de Paris en France. C'est la plus grande réunion de chefs d'État jamais organisée. Elle ouvre un sommet décisif, car au

cours des discussions devra se dégager un accord juridiquement contraignant pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est une obligation pour éviter la catastrophe climatique qui peut remettre en cause l'existence de l'espèce humaine. Cette COP est la 21e du nom, d'où

son appellation de COP21. Son rythme est annuel, Paris marque donc le 20e anniversaire de la première rencontre de ce type. 20 années, c'est aussi la durée de l'engagement du Parti communiste réunionnais à faire de la lutte contre les effets du changement climatique une place centrale dans ses com-

Témoignages du jeudi 5 septembre 1996 • Page 16

LA RÉUNION

Le P.C.R. et les grandes questions réunionnaises

«L'avenir avance en silence»

Alerte au réchauffement de la planète et à ses multiples conséquences pour La Réunion

Procédant peut-être par association d'idées et sûrement par ironie — la proximité d'une élection faisant généralement grimper dans l'île le «thermomètre» politique — Paul Vergès et Philippe Berne, ont souhaité attirer l'attention sur les problèmes posés par le réchauffement de la planète et les casse-têtes que ce dernier laisse prévoir aux responsables politiques de par le monde. En particulier à La Réunion. Façon de dire, à leur manière, que «l'heure n'est pas à la frivolité»

«Des données scientifiques convergentes massives amènent à considérer que le réchauffement de la planète va poser à l'humanité des problèmes très graves» a exposé en préambule Paul Vergès, pour qui l'ironie n'est pas le sérieux.

Pour aborder ce grave problème, le vice-président de la Région, dans le 13 août dernier de sa délégation au Plan par une présidente en collier, était hier avec Philippe Berne, notre conseiller régional communiste qui, parce qu'il préside la commission «Aménagement et transports», a gardé la plénitude d'exercice de ses prérogatives. C'est très spécifiquement de problèmes d'aménagement que souhaitaient s'entretenir avec la presse les deux élus réunionnais, qui ont ainsi posé le problème aux niveaux où il concerne tous les Réunionnais, à savoir: coopération et recherche pluridisciplinaires régionales, mais aussi choix de politique économique tels qu'ils se trouvent agencés par exemple dans le Plan de développement local (PDL).

Le «désastre annoncé par les scientifiques» peut être tel, disent-ils, qu'il faut dès aujourd'hui — comme le préconisaient d'ailleurs les conclusions du sommet de Rio — se préoccuper des mesures à prendre.

Selon nos élus, les scientifiques ont aujourd'hui la certitude du réchauffement et sont unanimes sur ses conséquences: une augmentation de la température de la planète de +1° à +3,5°, ce qui représente, par rapport à une température moyenne d'environ 15°, une augmentation de 6% à plus de 20% au cours du prochain siècle.

«Le débat se poursuit sur les causes, les origines de ce phénomène (changement d'ère géologique ou résultat d'une activité humaine), mais sur ses conséquences, les scientifiques n'ont pas de doute», a poursuivi Paul Vergès.

Ce dernier observe que le cri d'alerte est parvenu aux politiques de la planète, comme en témoigne la récente réunion à Caen des ministres de l'Environnement des pays de G7, dont un communiqué final mentionnait «les plus grands changements depuis

les 10.000 dernières années», soit la fin de la période de glaciation, commentent nos élus. Les conséquences prévisibles de ce phénomène ne retiennent que les domaines les plus importants.

Au plan de l'écologie, les élus communistes estiment qu'il faut prévoir les conséquences de la montée du niveau des océans (d'une moyenne de 50 cm), la disparition des plages de l'Ouest déjà mises à rude épreuve, le travail de l'érosion, le déplacement des eaux sur les bassins versants des cirques et sur les plaines, les dévastations de cyclones plus fréquents et plus violents.

«Qu'on se rappelle le mousson économique de l'île, au siècle dernier, après une série d'années à cyclones consécutives et étayons d'imaginer ce que seront les conséquences économiques des cyclones annoncés», a dit en substance Paul Vergès, qui considère par ailleurs, à d'autres choses, que «les normes



Philippe Berne et Paul Vergès se sont étonnés de devoir attirer l'attention des Réunionnais sur des questions brûlantes touchant aux orientations d'avenir dans notre région. (photo M.M.)

d'urbanisme et de construction seront remises en cause». Au plan économique et social aussi, les changements à venir s'annoncent lourds de risques majeurs, précèdent dans le domaine des assurances, par exemple. L'organisation mondiale de la Santé annonce elle aussi, liée au réchauffement de la planète, une explosion de l'ère d'endémie du paludisme (vers l'Europe et jusqu'à la Russie).

Les élus réunionnais ont tenu à préciser que leurs mises en garde n'ont rien à voir avec le rôle de Cassandée et encore moins avec la «monnaie» à la mode en France, mais ils considèrent que les cris d'alerte lancés à différentes occasions dans le monde ne peuvent laisser personne indifférent

jours, politique: elle comprend l'ultrapopulation dans les relations statistiques avec l'Europe, une coopération régionale et Sud-Sud accrue, orientée vers des centres d'études internationales et pluridisciplinaires «pour la recherche et l'élaboration des mesures vitales pour l'ensemble des pays de notre région».

«La Réunion a son mot à dire sur des problèmes que l'île ne régit pas à notre place» a estimé Philippe Berne. Peu avant, Paul Vergès avait évoqué l'Indian Ocean Rim — où La Réunion s'est pas intégrée — et l'alliance de 36 États insulaires indépendants, réunis sous l'égide de l'ONSI pour envisager des études sur les conséquences du réchauffement. Les États indépendants de notre région

réviser», en rappelant en particulier que «le point central dans la réalisation du PDL» comporte la réalisation d'une SEM Environnement, dont la fonction serait de prendre en charge la prévision des changements les plus urgents et d'organiser «le reclassement dans l'économie sociale de milliers de Réunionnais», en utilisant autrement les «résidus positifs» de l'île.

On le voit, ce réchauffement de la planète rejoint un autre sujet brûlant, plus immédiat mais aussi plus délicate, de la vie politique de notre île. Décision? Pas tant que cela... Si «l'avenir avance en silence», il est primordial que les Réunionnais fassent entendre leur voix à chaque occasion qui leur est donnée d'en tracer les grandes orientations.

Quand nous avons «un siècle d'avance»

Dans le monde, la prise de conscience s'est faite à un rythme plus lent que l'impulsion donnée par Paul Vergès à La Réunion. Cela explique pourquoi tant que l'Alliance était à la direction de la Région Réunion, notre île était considérée comme l'exemple à suivre. C'est pourquoi fort logiquement en 2008 elle a organisé une conférence internationale de l'Union européenne et de l'UICN sur le thème Climat et biodiversité dans les îles. Le ministre français de l'Environnement n'avait d'ailleurs pas hésité à dire que La Réunion avait «un siècle d'avance».

La justesse de l'orientation des communistes réunionnais n'a cessé de se vérifier depuis. Elle est illustrée aujourd'hui par la plus importante rencontre de chefs d'État et de gouvernement jamais organisée en France.

L'heure du choix

Mais alors que cette vérification s'imposait au niveau international, elle n'a malheureusement pas été appropriée par la plupart des responsables politiques de La Réunion. C'est ce que démontrent les programmes de la plupart des candidats. Ils ne parlent pas du changement climatique et de ses conséquences, alors que c'est ce qui va peser sur les orientations de La Réunion au cours des prochaines décennies, notamment en termes d'aménagement du territoire.

La preuve la plus éclatante de ce manque, c'est le projet de route en mer lancé par Didier Robert et soutenu par Gilbert Annette. À l'heure où toutes les études montrent qu'il faut arrêter d'investir sur le littoral et qu'il est nécessaire d'anticiper une relocalisation des équipements, le plus gros projet de La Réunion est précisément dans la zone de tous les dangers.

Depuis 20 ans, le PCR est engagé dans la lutte contre le changement climatique. La COP21 confirme la justesse de cette analyse au travers d'une prise de conscience des dirigeants du monde. La classe politique réunionnaise saura-t-elle faire preuve de responsabilité sur cette question en la plaçant au centre de tout ?

M.M.

Conférence de presse du PCR en 1996.

bats.

PRERURE, ARER et ONERC

C'est en effet en 1996 que le PCR a lancé l'alerte publiquement. C'était lors d'une campagne électorale pour une législative partielle dans la seconde circonscription, qui regroupait alors les communes de La Possession, du Port, de Saint-Paul et de Trois-Bassins. Claude Hoarau était le candidat du Parti communiste réunionnais. Il avait notamment face à lui Margie Sudre, qui était alors secrétaire d'État à la Francophonie. La participation d'un membre du gouvernement à cette élection lui avait donné un écho médiatique important, ce qui expliquait l'intérêt des journaux de France.

Le Parti communiste réunionnais avait alors saisi cette occasion pour organiser une conférence de presse non pas sur les élections, mais sur un thème qui était alors loin d'être aussi couru qu'aujourd'hui: le changement climatique. Il s'agissait alors pour Paul Vergès et Philippe Berne de donner à ce sujet toute l'importance qu'il mérite.

Cet acte allait être une étape importante dans une politique qui a ensuite suivi cette ligne. Arrivé à la direction de la Région en 1998, Paul Vergès fixait l'objectif d'autonomie énergétique pour La Réunion en 2025. La Région allait ensuite créer les outils nécessaires pour atteindre ce but. C'est tout d'abord le soutien à l'équipement en chauffe-eau solaire. Jadis réservé aux familles fortunées, cet équipement s'est démocratisé et permet à plus de 130.000 foyers de gagner en pouvoir d'achat tout en protégeant l'environnement.

La feuille de route était le PRERURE, l'ARER était le lieu de proposition et d'expérimentation. Cela faisait de La Réunion un exemple qui était souligné jusqu'à ce qu'en 2010 Didier Robert et ses amis ont tout remis en cause.

Par ailleurs, Paul Vergès a utilisé son mandat de sénateur pour proposer une loi qui a fait de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre une priorité nationale. Le texte a aussi permis la création de l'ONERC, Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, dont la présidence a été confiée depuis sa création au sénateur réunionnais.

Édito

La COP21 rappelle le recul de La Réunion depuis 5 ans

Dimanche dernier, le Quotidien a fait sa une sur le recul de La Réunion dans la lutte contre le changement climatique depuis qu'une coalition ait décidé de mettre Didier Robert à la direction de la Région Réunion. Hier à Paris, un événement a donné une illustration concrète à ce gâchis.

En 2008, La Réunion a accueilli une conférence internationale sur la biodiversité et le changement climatique en milieu insulaire. Organisée par l'Union européenne et l'UICN, elle rassemblait des délégations de plus de 40 pays, dont la plupart étaient des représentants des îles, en première ligne face aux effets du changement climatique.

Ce sommet avait été précédé d'un séminaire organisé par la Région Réunion. Intitulé Co-développement durable dans les îles de l'océan Indien, cette rencontre avait pour but de définir une stratégie commune pour un développement harmonieux. Deux orientations avaient émergées. La première était celle de l'autosuffisance alimentaire régionale.

La seconde était d'aller vers l'autonomie énergétique des îles de la COI. Pour cela, il était proposé de s'inspirer des expérimentations alors en cours à La Réunion. Ainsi, les participants avaient formulé l'idée de créer une « ARER de l'océan Indien ». Ils soulignaient la pertinence de l'outil réunionnais destiné à impulser la marche vers l'autonomie énergétique.

Un autre volet de cette stratégie reposait sur les transferts de technologie. La Réunion aurait ainsi pu partager ses compétences techniques et humaines pour soutenir le développement des énergies renouvelables chez nos voisins. Cette action

était une opportunité pour La Réunion de s'intégrer dans son environnement régional selon un modèle « gagnant-gagnant ». Elle offrait en effet de nouvelles possibilités d'emploi à des jeunes réunionnais formés mais poussés au chômage dans leur île natale à cause de la crise. Ces emplois se seraient situés non pas dans un lointain continent européen, mais dans les pays les plus proches de La Réunion. D'où la possibilité de revenir beaucoup plus souvent au pays, ce qui ne transformait pas la mobilité professionnelle en exil dans un lieu à la culture et à la géographie si différente de La Réunion.

Hier à Paris, Narendra Modi et François Hollande ont donné vie à l'Alliance solaire internationale. Cette initiative indienne repose sur des transferts de technologie entre les pays développés et ceux en développement dans le domaine de l'énergie solaire. C'est le principe de la démocratisation de l'accès à l'énergie grâce au partage des connaissances. C'est ce que prévoyait la stratégie adoptée 7 ans plus tôt lors d'une rencontre à la Région Réunion, mais qui n'a jamais été mise en œuvre. Car depuis la direction de cette assemblée est passée dans les mains d'une direction qui privilégie les énergies fossiles.

Le 6 décembre prochain, la population peut mettre fin à ce gâchis en soutenant la rupture avec cette politique. C'est ce que propose Pour une Réunion nouvelle, la liste d'union PCR-Progress-PRG-MRC-Société civile conduite par Patrick Lebreton.

J.B.

Témoignages

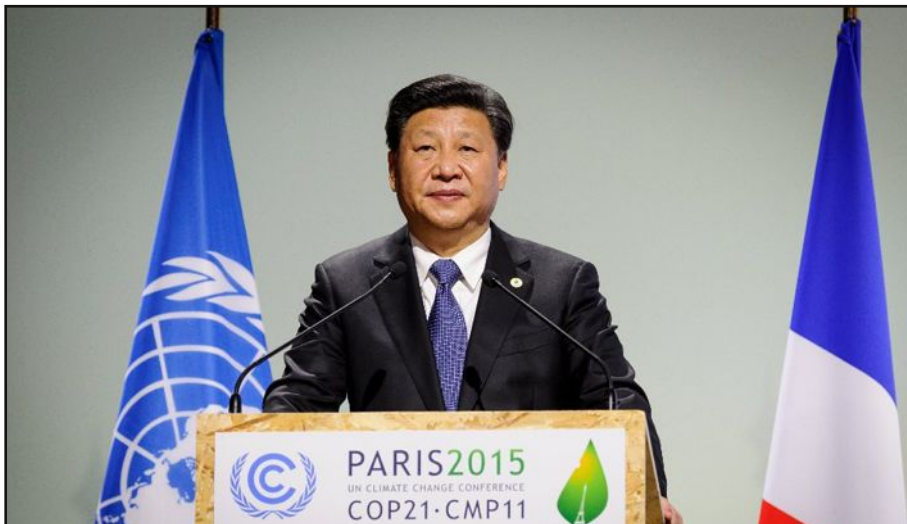
Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Ouverture de la conférence de Paris sur le climat

COP21 : dernière chance

Plus de 150 chefs d'État et de gouvernement sont arrivés sur le site de la conférence lundi pour apporter leur soutien de manière publique. Il s'agit du plus grand groupe de dirigeants jamais réuni pour assister à un événement de l'ONU sur une seule et même journée.



Xi Jinping a rappelé un des engagements de la Chine: réduction des émissions de CO2 de 60 à 65% par unité de PIB.

Lors de son allocution à la cérémonie d'ouverture, la Secrétaire exécutive de la CCNUCC (Convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique), Christiana Figueres, a déclaré que les yeux de millions de personnes dans le monde étaient rivés sur les gouvernements réunis à Paris, et pas seulement au sens figuré, mais littéralement. Elle a dit : « Vous avez la possibilité, en fait, vous avez la responsabilité, de finaliser un accord qui permet d'atteindre des objectifs nationaux relatifs au changement climatique, qui fournit le soutien nécessaire au monde en développement et qui catalyse l'action, sans cesse croissante, de tous ». Mme Figueres, a déclaré que l'année écoulée avait été un tournant et qu'après de nombreuses années de dur labeur, le monde était enfin le témoin que la direction vers un avenir bas carbone et résilient était irréversible.

« L'urgence du défi »

« Ce tournant est remarquable, mais la tâche n'est pas accomplie. Il vous revient à la fois de capturer ces progrès et de tracer un chemin sans équivoque vers l'avant, avec une

destination claire, de convenir et de jalonner et un échéancier prévisible qui répond à l'urgence du défi ».

Pour sa part, le président de la République a appelé à un accord contraignant.

« Nous sommes au pied du mur... Ce mur est fait de l'addition de nos égoïsmes, de nos appréhensions, de nos résignations. Il n'est pas infranchissable », a-t-il dit. "Les bons sentiments, les déclarations d'intention ne suffiront pas. Nous sommes au bord d'un point de rupture, Paris doit être le départ d'une profonde mutation », a prévenu François Hollande, expliquant que la paix était en jeu.

« Au nom de la justice climatique »

« Le plus grand danger n'est pas que notre but soit trop élevé et que nous le manquions, mais qu'il soit trop bas et que nous l'atteignons », a aussi déclaré François Hollande. « Nous allons décider, en quelques jours, pour quelques décennies », a insisté le chef de l'Etat, lors d'un discours concis au cours duquel il a appelé à agir « au nom de la justice climatique » et pour « la paix ».

Le Président de la COP21 et ministre français des Affaires étrangères,

Laurent Fabius, a appelé les gouvernements à intensifier leurs efforts :

« L'enjeu est trop important, et la menace climatique trop grande, pour que nous puissions nous contenter d'un accord a minima. C'est cette voix de l'ambition que les chefs d'État et de gouvernement venus à Paris feront entendre ».

Pour des efforts partagés

La Conférence de l'ONU sur le climat devrait rejeter la mentalité fermée de jeu à somme nulle, a déclaré lundi à Paris le président chinois Xi Jinping.

Dans son discours adressé à la cérémonie d'ouverture de la 21e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), M. Xi a également appelé tous les pays, les pays développés en particulier, à assumer plus de responsabilités partagées en vue des résultats gagnant-gagnant.

Dans son discours, Xi a réitéré l'engagement fait par la Chine en juin dernier : d'ici 2030 réduire de 60 à 65 % les émissions de CO2 par unité de PIB, augmenter à 20 % la part des énergies non-fossiles dans la consommation et faire diminuer en valeur absolue les émissions de CO2 à cette date.

Responsabilité du système capitaliste

En marge de l'assemblée plénière, Evo Morales, président de la Bolivie a rappelé l'origine de la crise : le système capitaliste. Il estime que ce système est responsable du réchauffement climatique, et qu'il est donc urgent de s'attaquer à la source du problème. Cela amène à faire face à la responsabilité historique des dirigeants actuels, sous peine de laisser le système capitaliste détruire la planète.

Le secrétaire général des Nations Unies demande aux dirigeants du monde : « Entendez l'appel de l'Histoire »

Ban Ki-moon pour un accord durable, équilibré, solidaire et crédible

Ban Ki-moon est intervenu lors de la cérémonie d'ouverture de la COP21 à Paris hier. Voici de larges extraits de son discours, avec des intertitres de Témoignages.

Plus de 150 dirigeants de la planète se sont réunis à Paris, et sont ici tous ensemble dans la même salle, avec un seul et même objectif.

Une telle conjoncture politique ne se présentera peut-être plus. Jamais nous n'avons été ainsi mis à l'épreuve. Mais jamais non-plus ne se sont ouvertes tant de perspectives. Il est en votre pouvoir d'assurer le bien-être de cette génération et de celles à venir.

Je vous engage à inviter vos négociateurs à choisir la voie du compromis et du consensus. Il est dans l'intérêt de chacun des pays représentés à cette conférence de prendre des mesures audacieuses face aux changements climatiques.

« Un véritable tournant »

Le temps n'est plus à la stratégie de la corde raide. Mettons en place un régime sur le climat qui énonce clairement les règles du jeu et que tous les pays s'engagent à suivre. Paris doit marquer un véritable tournant. Les données scientifiques sont claires.

Même une hausse de 2 degrés aurait des conséquences graves sur la sécurité alimentaire et hydrique, la stabilité économique et la paix internationale.

C'est pourquoi nous devons, ici à Paris, conclure un accord universel et cohérent. Il y a pour moi quatre critères de succès.

Premièrement, l'accord doit être durable. Il doit envoyer un message clair aux marchés, leur faire comprendre que le passage à une économie mondiale peu polluante est inévitable et bénéfique, et qu'il est déjà en cours.

Il doit proposer un projet à long terme qui soit sous-tendu par la cible de moins de 2 degrés Celsius et qui reconnaisse l'impératif d'un renforcement de la résilience.

La marge de manœuvre des petits

états insulaires en développement est encore plus étroite, c'est pourquoi ils conjurent le reste du monde de contenir la hausse de la température à 1,5 degré.

Deuxièmement, l'accord doit être dynamique. Il doit pouvoir s'adapter aux changements qui se produisent dans l'économie mondiale, sans qu'il soit nécessaire de le renégocier continuellement.

Il est possible, et souhaitable, que les nombreuses dispositions de l'accord soient traitées de manière différente en fonction des situations, sans que l'action collective en pâtisse.

L'accord doit préserver l'équilibre entre le rôle moteur des pays développés et les responsabilités croissantes des pays en développement, qui varient selon leurs moyens et leur niveau de développement.

Solidarité

Le troisième critère de succès est un accord qui incarne notre solidarité envers les démunis et les plus vulnérables.

Les pays en développement doivent pouvoir compter sur une aide suffisante pour financer les mesures d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques.

Quatrièmement, l'accord doit être crédible.

Nos objectifs actuels doivent représenter le minimum, et non le maximum de ce que nous ferons demain.

Il est essentiel que des cycles quinquennaux soient mis en place d'ici à 2020.

Tous les pays devraient accepter des cibles quantifiées de réduction des émissions touchant l'ensemble de l'économie, et tenter de s'en rapprocher, une certaine latitude étant permise aux pays en développement ayant peu de moyens.

Besoin d'une transformation

Les pays développés doivent honorer l'engagement qu'ils ont pris de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020.

L'heure est décisive pour l'avenir de nos pays, de nos peuples et de notre maison commune.

Vous ne pouvez plus attendre.

Soyons clairs : le sort de l'accord de Paris est entre vos mains.

Nous ne pouvons nous permettre d'être indécis, via des demi-mesures ou de simples approches graduelles. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une transformation.

La transition est en marche. Des investisseurs éclairés et des compagnies innovantes font tout leur possible pour créer une économie respectueuse du climat. Mais ils ont besoin de votre aide pour accélérer ce mouvement indispensable.

Les peuples du monde se mobilisent également. Ils ont marché en masse dans les villes et villages du monde pour faire changer les choses. J'ai rencontré plusieurs groupes clefs de la société civile hier et il est clair pour moi qu'ils sont venus à Paris plein d'énergie et d'émotions – et qu'ils attendent de chacun d'entre vous que vous fassiez montre d'un leadership à la hauteur de l'enjeu.

Entendez l'appel de l'Histoire et, je vous en conjure, répondez-y avec courage et clairvoyance.

La justice climatique en marche

Lancement de l'Alliance solaire internationale pour une nouvelle civilisation

Narendra Modi, Premier ministre de l'Inde, et François Hollande, président de la France, ont lancé ce 30 novembre l'Alliance solaire internationale en présence de Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations-Unies, de Ségolène Royal, ministre française de l'Écologie et de plusieurs chefs d'État dont Evo Morales de Bolivie. Cette initiative de l'Inde est une application concrète d'un mot d'ordre de Narendra Modi, la justice climatique. Des transferts de technologies visent à donner à la majorité de la population de la planète l'accès à l'énergie solaire.

Justice climatique et changement de paradigme, deux expressions de Narendra Modi que François Hollande a repris à son compte lors de la conférence de presse sur le lancement de l'Alliance solaire internationale.

François Hollande a situé cette justice climatique sur le plan du transfert de technologie vers les pays en voie de développement vise à donner les possibilités aux pays où le soleil est le plus abondant, et qui sont aussi ceux qui accueillent la majorité de la population de la planète. Il a cité comme exemple le plan d'équipement en Inde en lampe à basse consommation qui a permis de diviser par 10 les besoins en énergie.

« La richesse de demain »

« L'Alliance solaire est celle des citoyens qui échange des applications et des technologies car c'est l'énergie participative », a dit en substance le chef de l'État français.

« Des pays ont bâti leur richesse sur le charbon, d'autres sur le pétrole et le gaz. Ce sont les énergies d'hier. La richesse demain sera celle des énergies nouvelles qui sera celle des énergies renouvelables », a-t-il poursuivi.

L'accord de Paris offrira des perspectives de développement considérable pour les énergies renouvelables. L'Alliance solaire préfigure l'Accord de Paris.

Narendra Modi a d'abord renouvelé sa solidarité avec le peuple de France. Puis il a rappelé que depuis les temps anciens les différentes civilisations ont donné

une place importante au soleil. « Dans la tradition indienne, le soleil est la base de toute énergie. Beaucoup d'Indiens démarrent leur journée par une salutation au soleil », a-t-il précisé.

« Economie, écologie et énergie notre avenir »

Les pays avancés permettent aux pays en voie de développement permettent de croître, ce qui implique une justice climatique.

« Economie, écologie et énergie devraient définir notre avenir », a souligné Narendra Modi.

« La grande majorité de l'humanité est baignée par un soleil généreux, mais n'a pas de source d'énergie », a-t-il déploré, « nous voulons apporter l'énergie solaire dans nos maisons en la rendant plus fiable et moins chère. Nous allons coopérer sur la formation et la construction des institutions. Nous allons promouvoir des normes partagées, encourager des mécanismes financiers innovants ».

« L'Inde a comme objectif de 100 gigawatts d'ici 2022 en énergie solaire. Ce sera la fondation d'une nouvelle économie pour le siècle. Cette alliance rapproche pays en voie de développement des pays développés. L'Inde fournira des terrains et injectera 30 millions de dollars pour amorcer le projet.

« C'est le lever du soleil pour cette énergie et pour les hameaux qui sont dans le noir », a conclu le Premier ministre indien.

Le ministre de l'Énergie de l'Inde a ensuite lu la Déclaration de l'Alliance solaire internationale.

« La date butoir est maintenant »

Ban Ki-moon a souligné l'importance de répondre au défi du changement climatique qui est aussi une opportunité. « Un accord mondial enverra un signal, nous pourrions réduire les émissions mondiales et offrir une énergie à un coût acceptable pour tous », a dit le secrétaire général de l'ONU.

« Cette Alliance aidera à obtenir l'accord pour maintenir la hausse des températures sous les deux degrés », a-t-il dit, « nous ne pouvons pas avoir un accord parfait, mais toutes les questions non réglées ont été débattues pendant des années, elles sont sur la table, vous savez quels sont les compromis possibles ».

« Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre plus de temps. La date butoir est maintenant », a-t-il déclaré. Et de rappeler qu'« en 2011 à Durban, nous avons fixé l'échéance à 2015 pour un accord solide ».

« Un des éléments clés de l'accord est l'énergie durable », a précisé le responsable de l'ONU, « il s'agit de multiplier par deux d'ici 2030 l'utilisation des énergies renouvelables dans le mix énergétique. Ces objectifs se retrouvent dans l'Objectif n°7 des ODD ».

« Chaque pays doit contribuer à la solution », a affirmé Ban Ki-moon.

M.M.

Mobilisation pour une Réunion Nouvelle dans l'Ouest

«Le Port sa mèm mèm èk la list Patrick Lebreton !»

Ce lundi 30 novembre, dans la rue du 19 Mars 1946 de la Cité Ariste Bolon au Port, s'est tenu un beau meeting chez Émile Sancoueze, avec plus d'une centaine de personnes de la ville maritime pour soutenir la campagne électorale de la liste Pour une Réunion Nouvelle, conduite par Patrick Lebreton. En ouvrant ce meeting, Virgil Rustan, secrétaire de la Section communiste du Port, a signalé la force symbolique de ce lieu de rassemblement : une cité populaire qui porte le nom d'un ancien militant proche de Paul Vergès, transformateur de la ville, et une rue qui souligne l'importance de la loi Vergès-Lépervanche ayant aboli officiellement le statut de colonie de La Réunion il y a bientôt 70 ans.



C'est Marie-Paule Fanchin, une autre responsable de la Section portoïse du PCR, qui a animé le meeting et donné la parole aux divers intervenant(e)s :

- Guito Crescence, agriculteur à La Saline et responsable socialiste saint-paulois ;
- Raïssa Noël, comptable et porte-parole du Comité de l'Appel de l'Ermitage pour l'abolition de l'extrême pauvreté à La Réunion et responsable communiste saint-pauloise ;
- Pierre Thiébaud, professeur retraité, ancien élu possessionnais et saint-paulois, responsable de la Section communiste de Saint-Paul ;
- Sarah Rupert, infirmière et secrétaire de la Section socialiste de La Possession ;
- Sabine Le Toullec, enseignante retraitée, militante associative, conseillère municipale communiste de l'opposition au Port ;
- Firose Gador, assistante sociale et conseillère municipale communiste de l'opposition au Port ;
- Patrick Lebreton, député-maire de Saint-Joseph, responsable du mouvement socialiste Le Progrès et tête

de la liste d'Union des Forces de Progrès pour le Développement et l'Égalité.

«Nou sora kalifié !»

Tous ces candidats progressistes de l'Ouest du pays et leur leader ont félicité les personnes qui se sont mobilisées pour ce rassemblement et pour leur enthousiasme en faveur des idées exprimées au cours du meeting. Ces idées ont porté notamment sur la richesse et la force du projet commun élaboré par les diverses organisations politiques et de la société civile de cette liste afin de construire vraiment un avenir meilleur pour notre peuple.

Les oratrices et orateurs ont également souligné avec force la responsabilité de chaque citoyenne et citoyen favorable à un profond

changement politique dans le pays à se mobiliser toute cette semaine pour convaincre le maximum de Réunionnaises et Réunionnais à voter dimanche en faveur de la liste pour une Réunion nouvelle. Et l'union forte de toutes les forces progressistes réunionnaises face aux diviseurs, répresseurs et gaspilleurs a été exaltée dans les diverses interventions. D'où cette conclusion de Patrick Lebreton face à ce «formidable élan de notre peuple dans tout le pays depuis le début de cette campagne électorale» : «alon mèt anou ansanm et dès ce dimanche 6 décembre nou sora kalifié !». Et comme nous l'a dit un militant communiste portoïse très heureux de ce meeting : «Le Port sa mèm mèm èk la list Patrick Lebreton !».

Correspondant



Otè

Lo mèr la Pti-Til èk lo fron nasyonal ?

Sanm pou mwìn so zéléksyon rézyonal ki vyin lé pou fé pèrd la tèt inn dé. Lo mèr la Pti-Til dann in lèt ké li la anvoy la popilasyon la Pti-Til li ésplik poukoué li pran arpa par zéléksyon rézyonal. An o la lèt, konm li pran domoun konm domoun i sort déryèr solèy, li donn déza in loson d'si la konpétans la Rézyon. Aprésa li di konm sa, li donn pa konsinn de vot, mé li provwin : son diton a li, sirtou vot pa pou dé lis. Vot pa pou Patrik Lebreton é vot pa pou René Paul Victoria.

Poukoué, pou li, fo pa vot pou sé dé lis la ? Parské d'si dé lis la néna dé zopozan a li. Si la lis Patrick Lebreton néna nout kamarad Fabrice Lebon é si la lis Victoria néna Madam Hoarau, tou lé dé i tonm zopozan pou vréman lo mèr Serge Hoareau. Lo mèr i koné pi ni son dovan ni son déryèr. Pou zéléksyon minisipal, li té a gosh i prétan, pou zéléksyon départmantal li la kalbit èk l'UMP é la zordi li donn pa konsinn de vot. Mantèr, i di an misouk li roul pou Didiér Robert.

Parl fèt si li di, fo pa vot ni pou Patrick Lebreton, ni pou Victoria boudikont kaziman li di vot pou lo rèss, kaziman li donn konsinn pou vot pou lé dis lis ki rèss é anndanla néna osi lo fron nasyonal. Ni mèr sa d'si lo kont la zénèss ousinonsa d'si lo kont la kouyonis ? Ousinonsa li azi an konésans de koz ? Ou koné, na pi aryin pou étonn a nou. Gramoun na rézon kan i di konm sa "Avan kozé, odrémié tourn la lang sèt fwa dann la boush".

Justin

« La boush in z'ami na poin sélé dési » – In kozman pou la rout

Mi pans zot i konpran bien kosa kozman-la i vé dir ? I vé dir konmsa, na poinn sogrè rant z'ami. Na poin arien ké ou i kash out z'ami é ké out z'ami i kash aou. Moin pèrsonèl, mi zoué pa èk sa ! Mon zardin ségré sé mon l'èspas rézèrvé, é mi lès pa pèrsonne rant la-dan. Biensir mi di plis dé-shoz in bon z'ami, in bon kamarad osinonsa in bon dalon mé na dé shoz mi di pa. Pou kosa ? Pars moin lé konmsa. Kèl sort dé shoz ? Dabor sak i onor pa moin pars na dé shoz, dann nout vi, ni èm pa fé armont lo souvnir. Pa plis moin k'in n'ot, sanm pou moin ! Poukoué ankò ? Pars moin la vi bann z'ami d'trant-an bril la paye inn-avèk l'ot. L'èr-la kisa i tak baro la boush inn ou bien l'ot ? Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, d'akòr rantre nou.